

*Questions orales*

l'évaluation environnementale, comment le ministre ou quiconque peut-il s'attendre que les Canadiens ou les gouvernements d'autres pays prennent ce gouvernement au sérieux alors qu'il cherche à se soustraire aux exigences qu'il veut imposer à tout le monde?

**L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts):** Monsieur le Président, il faut présumer que ma collègue était présente assez fréquemment à la Chambre pour savoir que le ministre a souligné à maintes reprises que l'élaboration du projet de loi sur l'évaluation environnementale est presque achevée et qu'il sera présenté à la Chambre, espérons-le, avant les vacances d'été, dans moins d'un mois.

La députée peut certainement être patiente. Elle devrait s'abstenir de faire des commentaires négatifs tant qu'elle n'aura pas vu le projet de loi qui sera déposé.

\* \* \*

**L'ÉCONOMIE**

**M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap):** Monsieur le Président, c'est au ministre des Finances que je m'adresse. Les chiffres les plus récents de Statistique Canada indiquent que de 1986 à 1989, la valeur du dollar canadien a augmenté de 16 p. 100 par rapport à celle du dollar américain, abaissant d'autant le prix des produits américains pour les acheteurs canadiens. Au cours de cette période, le nombre des Canadiens qui se rendent aux États-Unis pour une visite d'une journée a augmenté de 54 p. 100. L'exode des consommateurs canadiens en cette période de surévaluation de notre dollar n'est sûrement pas une coïncidence.

Le ministre est-il prêt à reconnaître que la politique des taux d'intérêt élevés de la Banque du Canada qui aboutit à la surévaluation artificielle de notre dollar encourage les consommateurs canadiens à aller faire leurs emplettes aux États-Unis, contribuant ainsi à la grave hémorragie de capitaux qui affaiblit notre économie nationale?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je n'entends pas contester cette affirmation du député. Cependant, je l'invite à envisager les autres choix qui s'offrent à nous. Allons-nous laisser l'inflation s'emballer? Devons-nous faire fi des difficultés imputables au coût unitaire élevé de la main-d'oeuvre qui ruine notre position concurrentielle? Devons-nous faire fi du risque de perdre des emplois et, partant, des affaires, ce qui se traduirait par une économie bien moins saine? Voilà les questions qu'on doit se poser quand on

formule des déclarations aussi hardies que bornées sur la valeur du dollar canadien.

Il importe de comprendre les raisons pour lesquelles le gouvernement poursuit sa politique. Elle vise à améliorer la tenue de l'économie canadienne, dont nous sommes témoins depuis cinq ans et demi, alors que le Canada figure au deuxième rang des principaux pays industrialisés, immédiatement derrière le Japon, pour ce qui est de la croissance économique.

\* \* \*

**L'AGRICULTURE**

**M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire porte sur la même question mais s'adresse au ministre de l'Agriculture.

En l'occurrence les producteurs laitiers de Colombie-Britannique perdent plus de 20 millions de dollars par an parce que les habitants de cette province achètent aux États-Unis des produits laitiers bon marché. Dans la seule vallée de l'Okanagan, la perte est d'environ 2 millions de dollars par an.

Étant donné nos taux d'intérêt élevés et notre dollar canadien surévalué, quelles mesures le ministre de l'Agriculture est-il prêt à prendre pour réduire la perte qui afflige l'industrie laitière et qui est due en particulier au fait que les Canadiens achètent des produits américains?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, c'est une question qui a été étudiée par un groupe de travail. Une évaluation a été faite en Colombie-Britannique ainsi qu'au Nouveau-Brunswick et on en termine une en Ontario. On espère que lorsque toutes ces données seront recueillies, nous pourrions discuter avec les représentants de cette industrie pour voir si en fait on peut prendre des mesures.

Je voudrais rappeler au député que si on se montrait plus sévère aux postes de douane frontaliers, cela causerait beaucoup d'embouteillages. C'est le genre de choses dont il faudra tenir compte. Je prends au sérieux les observations du député et, comme je l'ai dit, nous prenons des initiatives à ce sujet.

\* \* \*

**L'ASSURANCE-CHÔMAGE**

**L'hon. William Rompkey (Labrador):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Il n'est pas sans savoir que la côte du Labrador est bloquée par les glaces à l'heure actuelle, ce